

L'agriculture

Je voudrais répéter une histoire qui m'a été racontée il y a quelques temps. On y signalait que la seule différence entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud en ce qui a trait à la stabilité gouvernementale est que l'Amérique du Sud a été colonisée par de grands propriétaires terriens et leurs serfs. C'est pourquoi en Amérique du Sud les gouvernements ne seraient pas aussi stables et les richesses pas aussi abondantes qu'au Canada.

Si à cause des taux d'intérêt il devient très difficile pour un jeune agriculteur de gagner sa vie, ou si l'on trouve acceptables des taux d'intérêt qui empêchent ceux qui le souhaitent d'accéder à la propriété, il y a un très réel danger que se produise ici le genre de situation que l'on observe en Amérique du Sud, où plusieurs pays changent de gouvernement par la révolution plutôt que par des élections. Si le ministre appuie la Banque du Canada et son collègue le ministre des Finances qui lutte contre l'inflation en pratiquant une politique de loyer élevé de l'argent, il contribue à pousser le pays vers ce genre de situation et il sera très difficile sinon impossible aux jeunes de se lancer dans l'agriculture.

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, je m'excuse de ne pas être cultivateur auprès du député conservateur qui vient d'intervenir. J'ignorais, quand je suis arrivé à la Chambre, que seuls ceux qui ont une connaissance personnelle, directe d'un sujet sont autorisés à en traiter. Si c'était le cas, les discours ne seraient pas nombreux.

A mon avis, il convient que les députés traitent des questions qui les préoccupent. Je m'intéresse vivement au sort des cultivateurs canadiens. La motion dont nous sommes saisis aujourd'hui devrait pousser plus de députés à prendre la parole. Il existe à l'heure actuelle un problème grave qui frappe les agriculteurs et les collectivités qui vivent de l'agriculture et dont le gouvernement doit s'occuper sans tarder. C'est de cela que je veux vous entretenir cet après-midi. J'espère ne blesser personne par mon manque de connaissances. D'ailleurs, j'ai bien l'impression que je saurais quand même quelle extrémité de la bête examiner pour en déterminer le sexe.

La motion dont nous sommes saisis stipule l'évidence même. Les taux d'intérêt des prêts agricoles ont augmenté de façon bouleversante, comme d'ailleurs les taux d'intérêt en général. Nous condamnons le gouvernement non seulement pour cette hausse inquiétante des taux d'intérêt des prêts agricoles, mais encore pour son inaptitude à régler tout le problème des taux d'intérêt.

Ce problème, qui inquiète sans aucun doute la vaste majorité des Canadiens, est aggravé chez les agriculteurs par le fait qu'ils doivent tellement compter sur les emprunts pour tenir le coup d'une saison à l'autre. Le gouvernement devra considérer attentivement non seulement les conséquences à court terme qu'illustrent les faillites de plus en plus nombreuses d'exploitations agricoles, mais toute la situation économique. A long terme, les conséquences de politiques de taux d'intérêt élevés forcent les agriculteurs à retarder inutilement l'achat de machinerie neuve. Cela a eu des répercussions directes sur les fabricants de machinerie agricole. Non seulement l'agriculteur et les fabricants de machinerie mais les Canadiens en général finissent aussi par être affectés par les coûts. C'est le consommateur qui devrait acheter cette machinerie au cours des quatre ou cinq prochaines années, mais il ne peut pas se le permettre. A cause de ces retards, les agriculteurs sont forcés

de continuer à utiliser des machines aratoires presque désuètes; ils sont ainsi incapables de produire en quantités suffisantes et, à long terme, c'est le consommateur canadien qui en fait les frais. C'est de cet aspect que je veux parler.

● (1540)

Beaucoup de gens ont tendance à isoler les groupes dans la société et à chercher à les examiner séparément. Ils parlent des agriculteurs comme si leurs problèmes étaient exceptionnels et ne touchaient personne d'autre. Puis ils examinent la situation du consommateur, sans tenir compte du secteur agricole, et ils essaient de faire comme s'il n'y avait absolument aucun lien entre les deux.

Au contraire, j'y vois un lien. Ce qui se produit dans le secteur agricole, c'est la même chose que dans le secteur des petites entreprises et dans presque tout le secteur de la fabrication et de la production au Canada. A plus ou moins longue échéance, nous constaterons que la stabilité de l'économie en est compromise. Si ce n'est pas déjà chose faite, nous en serons sûrement témoins dans un avenir pas tellement éloigné.

J'aimerais parler de certains aspects qui, à mon sens, sont d'une importance vitale. Tout d'abord, je pense qu'on ne peut pas passer sous silence le fait que la société Massey-Ferguson Industries Limited de Brantford, en Ontario, est en train de mettre des employés à pied. Pourquoi réduit-elle son personnel? Parce que les agriculteurs n'ont pas les moyens de remplacer la machinerie, comme ils devraient le faire ces années-ci. Ils s'endetteraient sûrement s'ils achetaient de la machinerie neuve et ils ne peuvent pas se le permettre. Le résultat ultime est que Massey-Ferguson doit sabrer radicalement dans ses effectifs ouvriers.

Cette société n'est pas la seule à mettre beaucoup de travailleurs à pied. J'ai lu avec un certain intérêt dans le *Globe and Mail* un article de Kevin Cox en provenance de Hamilton. Il dit:

Un distributeur de machines agricoles de la région de Simcoe a prédit hier que plus de 30 p. 100 des concessionnaires de machines agricoles de l'Ontario vont tomber en faillite dans les six prochains mois si les cultivateurs ne sont délivrés des taux d'intérêt élevés.

Le distributeur aurait dit:

«Personne n'achète, et je trouve cela bien compréhensible», a dit Robert Laning de Laning Farm Equipment Distributors au groupe d'étude de l'économie agricole de la Fédération agricole de l'Ontario.

M. Laning ajoute:

... un grand nombre des 400 concessionnaires de l'Ontario sont en sérieuse difficulté parce que les agriculteurs n'ont pas les moyens d'acheter du nouveau matériel à des taux de plus de 20 p. 100.

Les mises à pied sont générales dans l'industrie du matériel agricole et «si on ne fait rien pour baisser les taux d'intérêt, nous allons voir couler des entreprises. Même avec un bon actif, des paiements d'intérêt de \$3,000 à \$4,000 par mois sont bien lourds.»

C'est le meilleur exemple des retombées qu'a la politique de taux d'intérêt élevés poursuivie par le gouvernement. Le gouvernement répète constamment à la Chambre et au public que la politique de taux d'intérêt élevés vise à réduire l'inflation. Les deux principaux partis de l'opposition, mais surtout le NPD, ont soutenu que la politique de taux d'intérêt élevés que poursuit le gouvernement par le truchement de la Banque du Canada attise en fait l'inflation et sape la stabilité d'un vaste secteur de l'économie. Si le ministre des Finances (M. MacEachen) était ici, il comprendrait que lorsque nous disons que des milliers de Canadiens perdent leur maison, c'est exactement ce